



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Jean-Baptiste BELLON

Objet : demande de permis de construire

MAIRIE DE FREMECOURT
Hotel de ville
Rue de Cléry
95830 FREMECOURT

A Cergy-Pontoise Cedex, le 21/10/2021

numéro : pc25421B0003

adresse du projet : 4 CHEMIN DE LA CAVEE 95830
FREMECOURT

nature du projet : Construction bureaux

déposé en mairie le : 11/06/2021

reçu au service le : 28/06/2021

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

demandeur :

SCI TABRA CARNAVAL
MME LEBRUN STEPHANIE
48 RUE ARISTIDE BRIAND
95520 OSNY

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

EN RÉFÉRENCE AUX PIÈCES COMPLÉMENTAIRES REÇUES LE 22/07/2021 ET LE 27/08/2021.

- Motifs du refus (1)

Tant par un toit en appentis non traditionnel engendrant à l'arrière une hauteur trop importante, que par ses matériaux non qualitatifs et non pérennes (couverture en bac acier, bardage posé à l'horizontale, etc.), la construction projetée ne tient pas compte des caractéristiques des constructions traditionnelles locales. Par conséquent, elle n'est pas susceptible de s'insérer harmonieusement dans son environnement. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s) ci-dessus nommé(s).

- Recommandations (2)

Compte tenu que les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) cité(s) en objet dont il convient de garantir la présentation, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les indications suivantes :

Prévoir une toiture à deux versants symétriques, réalisé en tuiles plates de terre cuite vieillies et nuancées, de tonalité brun ocre à brun rouge ocre (le brun uni, les tons jaunes type « sablé champagne ou « terre de Beauce » et le ton ardoisé sont proscrits) 65/80 au m²

Afin de renforcer l'assise du bâtiment par un contraste et d'éviter un effet "chalet", un soubassement doit être réalisé en maçonnerie enduite ou en moellons. Les parois verticales doivent être habillées extérieurement d'un bardage bois naturel posé à la verticale, la partie basse formant soubassement étant revêtue d'un enduit de teinte gris beige foncé.

L'architecte des Bâtiments de France



Jean-Baptiste BELLON

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.